

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1847

24 juillet 2015

SOMMAIRE

03 Retail S.à r.l.	88610	Investec Global Strategy Fund	88637
ACCOFIN, Société Fiduciaire	88617	I.T.I.C.-International Technologies Invest- ments Company Holding S.A. - SPF	88618
Achilles Holdings 1 S.à r.l.	88652	Kalmas S.A.	88613
Adonis S.A.	88614	Kase World Wide S.à r.l.	88622
Adonis S.A.	88617	Orchid Finance S.A.	88610
Ahhadirect S.A.	88614	Overview Investments S.à r.l.	88611
Airport International S.A.	88614	PAGE, Pura Arte - Groupe Europe Sàrl ...	88612
AllianceBernstein China Investments	88617	Palladium S.à r.l.	88611
AptarGroup Global Holding S.à r.l.	88617	Papa Internationale S.A.	88611
AptarGroup International Holding S.à r.l. ...	88615	Parc du Soleil S.à r.l.	88611
Ardagh Group S.A.	88615	"P.ARC Luxembourg S.à r.l."	88610
Ardagh Holdings S.A.	88612	Parmenion Investment Soparfi S.A.	88610
Areoto S.A.	88616	Passion Presse S.à r.l.	88611
Arkham International S.A.	88613	Patron Elke Holding S.à r.l.	88610
AsiaLux Import Export S.A.	88613	Plains Midstream Luxembourg	88612
Atraxis Immobilière S.A.	88616	Sethos S.A.	88654
Avatar S.A.	88616	Tradition Luxembourg S.A.	88656
BBW 1 Investment S.à r.l.	88614	Urbis S.C.A.	88656
BBW 2 Investment S.à r.l.	88615	Vela International S.A.	88615
Hipoteca XXI Lux S.à r.l.	88629	Verdoso Industries S.à r.l.	88655
ICG Senior Debt Partners SV 1	88612	VI S.à r.l.	88655
International Lamps Holding Company S.A.	88613	VR Topographie SARL	88619

03 Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 4, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 188.213.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015081705/9.
(150094041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Orchid Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 183.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015081702/10.
(150093548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Patron Elke Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 115.589.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015081713/10.
(150093194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

"P.ARC Luxembourg S.à r.l.", Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 91.969.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2015081706/11.
(150093458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Parmenion Investment Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 161.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2015081709/14.
(150093564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Passion Presse S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3378 Livange, 10, rue Geespelt.
R.C.S. Luxembourg B 152.988.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015081711/9.
(150093203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Palladium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 130.048.

Le contrat de domiciliation signé entre la société AGIR Luxembourg S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg au 25B boulevard Royal L-2449 Luxembourg et la société PALLADIUM S.à r.l., n° RCS Luxembourg B 130.048, en date du 1^{er} mars 2010 a été dénoncé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015081728/10.
(150092855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Parc du Soleil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 101.961.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARC DU SOLEIL S.à r.l.
Référence de publication: 2015081730/10.
(150093037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Overview Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.720.328,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 138.848.

RECTIFICATIF

Le rectificatif suivant est à apporter aux comptes de la Société déposés le 2 mai 2014 N° L140071252, pour la période clôturant le 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Référence de publication: 2015081704/12.
(150094064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Papa Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 187.751.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 4 mai 2015

Démission du mandat de commissaire aux comptes:
Fiduciaire et Expertises (Luxembourg) S.A.
Nomination du mandat de commissaire aux comptes pour 6 ans:
FGA (Luxembourg) S.A. - 53 Route d'Arlon - L8211 Mamer

Pour extrait sincère et conforme
Référence de publication: 2015081729/13.
(150092770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

PAGE, Pura Arte - Groupe Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 176.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015081726/9.
(150093000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

ICG Senior Debt Partners SV 1, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 175.072.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juin 2015.
Référence de publication: 2015082395/10.
(150094425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Ardagh Holdings S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 43.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 188.227.

Lors de l'Assemblée générale du 28 mai 2015, il a été décidé de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprise agréé de la société jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2016.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour extrait conforme
Référence de publication: 2015082964/12.
(150095611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Plains Midstream Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 66.201.210,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.025.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 11 mai 2015

1. M. Hugo FROMENT a démissionné de son mandat de gérant B.
2. M. Tamas MARK, administrateur de sociétés, né le 8 juin 1981 à Budapest (Hongrie), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2015.
3. Le mandat de gérant A de M. Al SWANSON a été reconduit jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2015.
4. Le mandat de gérant A de M. David RABINOWITZ a été reconduit jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2015.
5. Le mandat de gérant B de M. Andrew O'SHEA a été reconduit jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2015.

Luxembourg, le 2 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Plains Midstream Luxembourg
Un mandataire

Référence de publication: 2015081718/23.

(150093697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

AsiaLux Import Export S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.065.

Le bilan au 31 décembre 2014 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082969/9.

(150095799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Arkham International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 112.024.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2015082999/11.

(150096131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Kalmas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2A, Ennert dem Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 184.983.

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 05 mai 2015

Révocation de Alpha Expert S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 88.567 en sa qualité de commissaire aux comptes et nomination de Accountis S.à.R.L une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 60.219. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015082435/16.

(150095053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

International Lamps Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.647.

I. Par résolutions signées en date du 18 mai 2015, l'actionnaire unique a décidé de nommer Alter Domus Luxembourg, avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, au mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 mars 2015 et qui se tiendra en 2015;

II. Par résolutions signées en date du 22 mai 2015, l'actionnaire unique pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d'Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

2. Acceptation de la démission de Ronald Edward Bell, avec adresse professionnelle au 2, More London Riverside, SE1 2JT Londres, Royaume-Uni, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015082389/18.

(150094452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Ahhadirect S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 82.871.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015082981/10.

(150095774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

BBW 1 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 165.599.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juin 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015083031/13.

(150095975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Adonis S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 146.986.

Messieurs DONATI Régis, ROSSI Jacopo et DE BERNARDI Alexis démissionnent de leur poste d'administrateurs.
Monsieur REGGIORI Robert démission de son poste de commissaire aux comptes.
A3T S.A. démission de son poste de réviseur d'entreprises.

Luxembourg, le 12.05.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ADONIS S.A.

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015082979/15.

(150095560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Airport International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 37.943.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 1^{er} juin 2015, statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014 que:

Suite à la démission, en qualité d'Administrateur de la société de:

- Monsieur Jean-Michel MEYRAT

est élu Administrateur de la société jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017:

- Monsieur Arnaud SAINT-MICHEL, né le 29 octobre 1972 à Epinal (France), demeurant professionnellement au 43-45 avenue Victor-Hugo, F-93300 Aubervilliers (France)

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015082983/16.

(150095512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

AptarGroup International Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.137.127,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 191.362.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015082961/10.

(150095752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

BBW 2 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.569.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juin 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015083032/13.

(150095976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Vela International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 125.770.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société VELA INTERNATIONAL S.A.

Lors de sa réunion du 17 février 2015, le conseil d'administration a pris la décision suivante:

- Me Lex THIELEN, avocat à la Cour, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, est nommé comme dépositaire des actions au porteur de la société, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015082856/14.

(150094168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Ardagh Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 1.890.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 53.248.

Il est porté à la connaissance de tous que le mandat de certains Administrateurs de la société a subi un changement. A savoir:

- Niall James Wall: Mandat renouvelé jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018
- David Kenneth Wall: Mandat renouvelé jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018
- Paul Richard Coulson: Mandat renouvelé jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018

Il est porté à la connaissance de tous que le mandat du Réviseur d'entreprise agréé de la société a été Mandat renouvelé jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015082963/16.

(150095358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Areoto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 82.260.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 29 mai 2015 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 10 rue Antoine Jans L-1820 Luxembourg.

En outre, il est à noter que Madame Orietta RIMI et Monsieur Riccardo MORALDI sont désormais domiciliés au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 juin 2015.

Référence de publication: 2015082998/14.

(150095475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Avatar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 36, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 150.546.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 24 mars 2015 pour statuer sur les comptes au 31 décembre 2014

L'Actionnaire unique de la Société décide de renouveler le mandat d'Administrateur unique de Monsieur Max BAUER.

Le mandat de l'Administrateur unique prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui se tiendra en 2021 et qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

L'Actionnaire unique de la Société décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la société MGI FISOGEST S.à r.l.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui se tiendra en 2021 et qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

Référence de publication: 2015083009/16.

(150095346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Atraxis Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 87.687.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 1^{er} juin 2015 à 10.30 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

- M. Edoardo Picco, Employé privé, résident au 23, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg;

- M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

- M. Jean-Marc Debaty, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2021

Luxembourg, le 01/06/2015.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015083005/24.

(150095784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

ACCOFIN, Société Fiduciaire, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.592,01.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 62.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082977/9.

(150095620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

AptarGroup Global Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.430.342,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 191.409.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015082962/10.

(150095751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Adonis S.A., Société Anonyme de Titrisation.

R.C.S. Luxembourg B 146.986.

Le domicile de la société ADONIS S.A., R.C.S. Luxembourg B n°146986, constituée le 25 juin 2009 par-devant Maître Jean SECKLER, Notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C N° 1450 du 28 juillet 2009, établi au 17, rue Beaumont L - 1219 Luxembourg, a été dénoncé le 12.05.2015.

Luxembourg, le 12.05.2015.

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015082980/12.

(150095699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

AllianceBernstein China Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 142.412.

EXTRAIT

Suite à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 28 mai 2015, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- Réélection du conseil d'administration de la Société. Désormais le conseil d'administration de la Société est composé comme suit, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016:

* M. Yves Prussen

* M. Silvio Cruz

* M. Louis Thomas Mangan

* M. Bertrand Reimmel

Ernst & Young a été reconduit dans ses fonctions de réviseur d'entreprises de la Société pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour AllianceBernstein China Investments

Signature

Référence de publication: 2015082990/23.

(150095142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

I.T.I.C.-International Technologies Investments Company Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 95.770.

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "I.T.I.C. - International Technologies Investments Company Holding S.A. - SPF", (ci-après la "Société"), avec siège social à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 95.770, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 septembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1070 du 15 octobre 2003, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 décembre 2012, publié au Mémorial C numéro 808 du 5 avril 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Françoise HÜBSCH, employée, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Monsieur Bob PLEIN, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg

Le bureau ayant ainsi été constitué, la présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte, de même que les procurations avec lequel elles seront enregistrées.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision subséquente de la mettre en liquidation.
2. Approbation des comptes intérimaires au 5 mai 2015.
3. Nomination de SG Services S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 78306, avec siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, comme Liquidateur.
4. Autorisation à donner au Liquidateur à exécuter, à côté de la liquidation, les actes qui sont dans l'intérêt de la Société en conformité avec l'article 2 des statuts et l'article 145 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
5. Sous réserve de l'approbation des points 1 et 2, décision que le Liquidateur sera rémunéré aux dépens de la Société sur base des honoraires usuels pour ses services professionnels et le remboursement des dépenses encourues.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la Société.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve les comptes intérimaires au 5 mai 2015.

Copie de ces comptes, restera après avoir été signés «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, annexées aux présentes.

Troisième résolution

L'assemblée générale nomme SG Services S.à r.l., société à responsabilité limitée existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 78306, à la fonction de Liquidateur.

Quatrième résolution

L'assemblée générale autorise le Liquidateur à exécuter, à côté de la liquidation, les actes qui sont dans l'intérêt de la Société en conformité avec l'article 2 des statuts et l'article 145 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide que le Liquidateur sera rémunéré aux dépens de la Société sur base des honoraires usuels pour ses services professionnels et le remboursement des dépenses encourues.

Sixième résolution

L'assemblée générale accorde, par vote spécial, décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.150,- EUR.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Françoise HÜBSCH, Bob PLEIN, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 mai 2015. Relation GAC/2015/4177. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015077776/74.

(150089215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

VR Topographie SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9952 Drinklange, 26, Elwenterstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 197.130.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour de mai.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Vincent RULMONT, expert-géomètre, né le 18 décembre 1980 à Malmédy (Belgique), demeurant à B-6692 Petit-Thier, 59, rue du Centre.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La société a pour objet toutes activités se rapportant à la profession de géomètre et d'ingénieur-conseil, ainsi qu'à toutes activités se rattachant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à l'objet ainsi défini.

La société s'interdit toute activité pouvant créer un conflit d'intérêts qui serait susceptible de mettre en péril l'exercice de l'activité de géomètre dans les règles de l'art et en toute indépendance et impartialité et pouvant porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale de géomètre ainsi que d'ingénieur-conseil.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «VR TOPOGRAPHIE SARL».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Troisvierges.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gestion dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant pré-qualifié, déclare souscrire cent (100) parts sociales comme suit:

- Monsieur Vincent RULMONT, pré-qualifié,	100 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Vincent RULMONT, expert-géomètre, né le 18 décembre 1980 à Malmédy (Belgique), demeurant à B-6692 Petit-Thier, 59, rue du Centre.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9952 Drinklange, 26, Elwenterstrooss.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. RULMONT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 20 mai 2015. Relation: DAC/2015/8468. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015080053/156.

(150090540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Kase World Wide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.052.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 173.394.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of the month of June,
before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Kase World Wide S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 173.394 and having a share capital of one million five hundred thirty-four thousand seven hundred sixty Euro (EUR 1,534,760.-) (the Company). The Company has been incorporated on November 29, 2012 pursuant to a deed of Jean Seckler, notary residing in Junglinster, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated January 10, 2013 under number 64. The articles of association of the Company have been amended for the last time on April 29, 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

1. LUXSORG S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the RCS under number B 172.834 (Luxsorg),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, notary's clerk, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 25, 2015.

2. Jolimom Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 171.817 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (Jolimom),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on June 26, 2015.

3. Dotcorp Finance S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 106.851 and having a share capital of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) (Dotcorp),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,
by virtue of a proxy under private seal given on June 18, 2015.

4. NJJ Market, a société par actions simplifiée incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, rue de la Ville l'Evêque, 75008 Paris, registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 521 216 077 and having a share capital of ten million Euro (EUR 10,000,000.-) (NJJ Market and, together with Luxsorg, Jolimom and Dotcorp, the Shareholders),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,
by virtue of a proxy under private seal given on June 24, 2015.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices.

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of one million five hundred seventeen thousand seven hundred forty Euro (EUR 1,517,740.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one million five hundred thirty-four thousand seven hundred sixty Euro (EUR 1,534,760.-), represented by fourteen thousand seven hundred five (14,705) common shares (the Common Shares), four thousand five hundred twenty-five (4,525) series B preferred shares (the Series B Preferred Shares) and one thousand five hundred ten (1,510) series C preferred shares (the Series C Preferred Shares), each share of each class of shares having a nominal value of seventy-four Euro (EUR 74.-) to three million fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 3,052,500.-) by way of the issue of fifteen thousand nine hundred eighty-seven (15,987) Series B Preferred Shares and four thousand five hundred twenty-three (4,523) Series C Preferred Shares, each share of each class of shares having a nominal value of seventy-four Euro (EUR 74.-) having the same rights and obligations as the existing Series B Preferred Shares and Series C Preferred Shares.

3. Subscriptions to and payments of the increase of the share capital as described in item two (2) above by a contribution in kind and contributions in cash.

4. Subsequent amendment to the first paragraph of article six (6) of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the changes adopted under item two (2) above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company (each an Authorized Representative), each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company.

6. Miscellaneous.

III. That the Shareholders have unanimously taken the following resolutions:

First Resolution:

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Shareholders resolve to waive the convening notices, considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second Resolution:

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of one million five hundred seventeen thousand seven hundred forty Euro (EUR 1,517,740.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one million five hundred thirty-four thousand seven hundred sixty Euro (EUR 1,534,760.-), represented by fourteen thousand seven hundred five (14,705) Common Shares, four thousand five hundred twenty-five (4,525) Series B Preferred Shares and one thousand five hundred ten (1,510) Series C Preferred Shares, each share of each class of shares having a nominal value of seventy-four Euro (EUR 74.-) to three million fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 3,052,500.-) by way of the issue of fifteen thousand nine hundred eighty-seven (15,987) Series B Preferred Shares and four thousand five hundred twenty-three (4,523) Series C Preferred Shares, each share of each class of shares having a nominal value of seventy-four Euro (EUR 74.-) having the same rights and obligations as the existing Series B Preferred Shares and Series C Preferred Shares.

Third Resolution:

The Shareholders resolve to accept and record the following subscriptions to and full payments of the capital increase as follows, it being understood that the Shareholders not subscribing to the increase of capital expressly waived their preferential subscription right:

Interventions - Subscriptions - Payments

Dotcorp, represented as stated above, declares that it subscribes to fifteen thousand eighty-two (15,082) Series B Preferred Shares and fully pays up such new shares by a contribution in kind consisting of a claim in an aggregate amount of four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-four Euro and sixty-four cents (EUR 4,999,984.64) (the Claim) that Dotcorp has against the Company.

The contribution in kind of the Claim from Dotcorp to the Company is to be allocated as follows:

(i) an amount of one million one hundred sixteen thousand sixty-eight Euro (EUR 1,116,068.-) to the nominal share capital account of the Company;

(ii) the surplus in an amount of three million eight hundred eighty-three thousand nine hundred sixteen Euro and sixty-four cents (EUR 3,883,916.64) to the share premium reserve account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Claim is evidenced by inter alia (i) the interim balance sheet of the Company as at May 31, 2015 signed for approval by the management of the Company and (ii) a certificate issued on the date hereof by the management of Dotcorp and acknowledged and approved by the management of the Company. It results from such certificate that, as of the date of such certificate:

- the interim balance sheet of the Company as at May 31, 2015 (the Balance Sheet) shows a Claim in an amount of at least four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-four Euro and sixty-four cents (EUR 4,999,984.64) payable by the Company to Dotcorp;

- Dotcorp holds the Claim, is solely entitled to the Claim and possesses the power to dispose of the Claim;

- the Claim is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on generally accepted accounting principles, the Claim contributed to the Company is, as per the Balance Sheet, of at least four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-four Euro and sixty-four cents (EUR 4,999,984.64) and since the date of the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company;

- the Claim contributed to the Company is freely transferable by Dotcorp to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Claim to the Company have been or will be accomplished by Dotcorp immediately upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the contribution of the Claim by Dotcorp to the Company and upon the contribution of the Claim by Dotcorp to the Company, the Company will become the full owner of the Claim which will be extinguished by way of a confusion (extinction par confusion) for the purposes of article 1300 of the Luxembourg Civil Code.

LVNH Développement, a limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of France, having its registered office at 10, place de la Mairie, 41600 Chaon, France and registered with the Register of Commerce and Companies of Blois under number 499 681 625 (LVNH),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, notary's clerk, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 19, 2015, which will remain attached hereto,

declares that it subscribes to three hundred two (302) Series B Preferred Shares and fully pays up such new shares by a payment in cash in the aggregate amount of one hundred thousand one hundred nineteen Euro and four cents (EUR 100,119.04) to be allocated as follows:

(i) an aggregate amount of twenty-two thousand three hundred forty-eight Euro (EUR 22,348.-) to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) the surplus in an aggregate amount of seventy-seven thousand seven hundred seventy-one Euro and four cents (EUR 77,771.04) to the share premium reserve account of the Company.

Capricorn Investment Group Inc., a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Heritage Trust Services (BVI) Limited, PMB #296 PO Box 3169, Ground Floor Coastal Building, Wickhams Cay II, Road Town, Tortola, British Virgin Islands VG1110 (Capricorn),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, notary's clerk, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 19, 2015, which will remain attached hereto,

declares that it subscribes to six hundred three (603) Series B Preferred Shares and fully pays up such new shares by a payment in cash in the aggregate amount of one hundred ninety-nine thousand nine hundred six Euro and fifty-six cents (EUR 199,906.56) to be allocated as follows:

(i) an aggregate amount of forty-four thousand six hundred twenty-two Euro (EUR 44,622.-) to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) the surplus in an aggregate amount of one hundred fifty-five thousand two hundred eighty-four Euro and fifty-six cents (EUR 155,284.56) to the share premium reserve account of the Company.

Luxsorg, represented as stated above, declares that it subscribes to four thousand five hundred twenty-three (4,523) Series C Preferred Shares and fully pays up such new shares by a payment in cash in the aggregate amount of one million four hundred ninety-nine thousand four hundred sixty-four Euro and ninety-six cents (EUR 1,499,464.96) to be allocated as follows:

(i) an aggregate amount of three hundred thirty-four thousand seven hundred two Euro (EUR 334,702.-) to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) the surplus in an aggregate amount of one million one hundred sixty-four thousand seven hundred sixty-two Euro and ninety-six cents (EUR 1,164,762.96) to the share premium reserve account of the Company.

The Shareholders hereby expressly approve and agree the subscriptions and payments as set out above.

The aggregate amount of one million seven hundred ninety-nine thousand four hundred ninety Euro and fifty-six cents (EUR 1,799,490.56) was thus at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary by means of a blocking certificate (certificat de blocage).

The Shareholders, LVNH and Capricorn are hereinafter collectively referred to as the New Shareholders and have taken together the following resolutions unanimously:

Fourth Resolution:

As a consequence of the foregoing resolutions, the New Shareholders resolve to amend the first paragraph of article six (6) of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The corporate capital is set at three million fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 3,052,500.-), represented by fourteen thousand seven hundred five (14,705) common shares (the “Common Shares”), twenty thousand five hundred twelve (20,512) series B preferred shares (the “Series B Preferred Shares”) and six thousand thirty-three (6,033) series C preferred shares (the “Series C Preferred Shares”), each share of each class of shares having a nominal value of seventy-four Euro (EUR 74.-).”

Fifth resolution:

The New Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any Authorized Representative, each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand eight hundred euro (EUR 3,800).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his/her/their surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the undersigned notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour du mois de juin,

par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Kase World Wide S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 173.394 et ayant un capital social d'un million cinq cent trente-quatre mille sept cent soixante Euros (EUR 1.534.760,-) (la Société). La Société a été constituée le 29 novembre 2012 suivant un acte de Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 64 du 10 janvier 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 29 avril 2015 suivant un acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Ont comparu:

1. LUXSORG S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 172.834 (Luxsorg),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 25 juin 2015.

2. Jolimon Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 171.817 et ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) (Jolimon),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 26 juin 2015.

3. Dotcorp Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 106.851 et ayant un capital social de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,-) (Dotcorp),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 18 juin 2015.

4. NJJ Market, une société par actions simplifiée constituée selon les lois de France, ayant son siège social au 16, rue de la Ville l'Evêque, 75008 Paris, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 521 216 077, et ayant un capital social de dix millions d'Euros (EUR 10.000.000,-) (NJJ Market et, ensemble avec Luxsorg, Jolimon et Dotcorp, les Associés),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 24 juin 2015.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million cinq cent dix-sept mille sept cent quarante Euros (EUR 1.517.740,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel d'un million cinq cent trente-quatre mille sept cent soixante Euros (EUR 1.534.760,-), représenté par quatorze mille sept cent cinq (14.705) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires), quatre mille cinq cent vingt-cinq (4.525) parts sociales préférentielles de catégorie B (les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B) et mille cinq cent dix (1.510) parts sociales préférentielles de catégorie C (les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C), chaque part sociale de chacune des catégories de parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-quatorze Euros (EUR 74,-), à trois millions cinquante-deux mille cinq cents Euros (EUR 3.052.500,-) par l'émission de quinze mille neuf cent quatre-vingt-sept (15.987) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et quatre mille cinq cent vingt-trois (4.523) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C, chaque part sociale de chacune des catégories de parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-quatorze Euros (EUR 74,-) ayant les mêmes droits et obligations que les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C existantes.

3. Souscriptions à et libérations de l'augmentation de capital social telle que décrite au point deux (2) ci-dessus par un apport en nature et des apports en numéraire.

4. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article six (6) des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter les changements adoptés au point deux (2) ci-dessus.

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout gérant de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription dans le registre des associés de la Société des changements indiqués ci-dessus.

6. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution:

L'entière du capital social étant représenté à la présente Assemblée, les Associés décident de renoncer aux formalités de convocation, se considérant comme étant valablement convoqués et déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution:

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million cinq cent dix-sept mille sept cent quarante Euros (EUR 1.517.740,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel d'un million cinq cent trente-quatre mille sept cent soixante Euros (EUR 1.534.760,-), représenté par quatorze mille sept cent cinq (14.705) Parts Sociales Ordinaires, quatre mille cinq cent vingt-cinq (4.525) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie

B et mille cinq cent dix (1.510) parts sociales préférentielles de catégorie C, chaque part sociale de chacune des catégories de parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-quatorze Euros (EUR 74,-), à trois millions cinquante-deux mille cinq cents Euros (EUR 3.052.500,-) par l'émission de quinze mille neuf cent quatre-vingt-sept (15.987) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et quatre mille cinq cent vingt-trois (4.523) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C, chaque part sociale de chacune des catégories de parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-quatorze Euros (EUR 74,-) ayant les mêmes droits et obligations que les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C existantes.

Troisième résolution:

Les Associés décident d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes ainsi que les libérations intégrales de l'augmentation du capital social comme suit, étant entendu que les Associés ne souscrivant pas à l'augmentation de capital ont renoncé expressément à leur droit préférentiel de souscription:

Interventions - Souscriptions - Libérations

Dotcorp, représentée tel qu'indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quinze mille quatre-vingt-deux (15.082) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et libérer entièrement lesdites nouvelles parts sociales par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total de quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatre Euros et soixante-quatre centimes (EUR 4.999.984,64) (la Créance) que Dotcorp détient contre la Société. L'apport en nature de la Créance de Dotcorp à la Société sera affecté comme suit:

(i) un montant d'un million cent seize mille soixante-huit Euros (EUR 1.116.068,-) au compte capital social nominal de la Société; et

(ii) le surplus d'un montant de trois millions huit cent quatre-vingt-trois mille neuf cent seize Euros et soixante-quatre centimes (EUR 3.883.916,64) au compte de réserve prime d'émission de la Société.

L'évaluation de l'apport en nature de la Créance est documentée, entre autres, par (i) le bilan intérimaire de la Société au 31 mai 2015 signé pour approbation par la gérance de la Société et (ii) un certificat émis à la date des présentes par la gérance de Dotcorp et pris en considération et approuvé par la gérance de la Société. Il résulte de ce certificat que, à la date dudit certificat:

- le bilan intérimaire de la Société au 31 mai 2015 (le Bilan) montre une créance d'un montant d'au moins quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatre Euros et soixante-quatre centimes (EUR 4.999.984,64) payable par la Société à Dotcorp;

- Dotcorp est le seul titulaire de la Créance et possède le droit d'en disposer;

- la Créance est certaine, liquide et exigible à sa date d'effet sans déduction aucune;

- fondée sur les principes comptables généralement acceptés, la Créance apportée à la Société est, conformément au Bilan, d'au moins quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatre Euros et soixante-quatre centimes (EUR 4.999.984,64), et aucun changement substantiel n'est intervenu depuis la date du Bilan qui aurait pu déprécier l'apport fait à la Société;

- la Créance apportée à la Société est librement cessible par Dotcorp à la Société et n'est grevée d'aucun nantissement ou usufruit qui pourrait limiter sa cessibilité ou réduire sa valeur; et

- toutes les formalités requises pour la cession de la propriété légale de la Créance à la Société ont été ou seront accomplies par Dotcorp immédiatement suivant réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant l'apport de la Créance par Dotcorp à la Société et au moment de l'apport de la Créance par Dotcorp à la Société, la Société deviendra la seule propriétaire de la Créance, laquelle sera éteinte par voie de confusion pour les besoins de l'article 1300 du Code Civil luxembourgeois.

LVNH Développement, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois françaises, ayant son siège social au 10, place de la Mairie, 41600 Chaon, France, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Blois sous le numéro 499 681 625 (LVNH),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 19 juin 2015, qui restera annexée au présentes,

déclare souscrire à trois cent deux (302) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et libérer entièrement lesdites nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant total de cent mille cent dix-neuf Euros et quatre centimes (EUR 100.119,04) devant être affecté comme suit:

(i) un montant total de vingt-deux mille trois cent quarante-huit Euros (EUR 22.348,-) au compte capital social nominal de la Société; et

(ii) le surplus d'un montant total de soixante-dix-sept mille sept cent soixante-et-onze Euros et quatre centimes (EUR 77.771,04) au compte de réserve prime d'émission de la Société.

Capricorn Investment Group Inc., une société constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Heritage Trust Services (BVI) Limited, PMB 296 PO Box 3169, Ground Floor Coastal Building, Wickhams Cay II, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques VG1110 (Capricorn),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz -Page, cleric de notaire, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 19 juin 2015, qui restera annexée au présentes,

déclare souscrire à six cent trois (603) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B et libérer entièrement lesdites nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent six Euros et cinquante-six centimes (EUR 199.906,56) devant être affecté comme suit:

(i) un montant total de quarante-quatre mille six cent vingt-deux Euros (EUR 44.622,-) au compte capital social nominal de la Société; et

(ii) le surplus d'un montant total de cent cinquante-cinq mille deux cent quatre-vingt-quatre Euros et cinquante-six centimes (EUR 155.284,56) au compte de réserve prime d'émission de la Société.

Luxsorg, représentée tel qu'indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quatre mille cinq cent vingt-trois (4.523) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C et libérer entièrement lesdites nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant total d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent soixante-quatre Euros et quatre-vingt-seize centimes (EUR 1.499.464,96) devant être affecté comme suit:

(i) un montant total de trois cent trente-quatre mille sept cent deux Euros (EUR 334.702,-) au compte capital social nominal de la Société; et

(ii) le surplus d'un montant total d'un million cent soixante-quatre mille sept cent soixante-deux Euros et quatre-vingt-seize centimes (EUR 1.164.762,96) au compte de réserve prime d'émission de la Société.

Les Associés, par la présente, approuvent et acceptent expressément les souscriptions et paiements comme indiqué ci-dessus.

Le montant total d'un million sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix Euros et cinquante-six centimes (EUR 1.799.490,56) était ainsi à la disposition de la Société, dont preuve a été donnée au notaire par un certificat de blocage.

Les Associés, LVNH et Capricorn seront ci-après collectivement désignés comme les Nouveaux Associés et ont pris ensemble les décisions suivantes à l'unanimité:

Quatrième Résolution:

En conséquence des résolutions précédentes, les Nouveaux Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article six (6) qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à trois millions cinquante-deux mille cinq cents Euros (EUR 3.052.500,-) représenté par quatorze mille sept cent cinq (14.705) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires», vingt mille cinq cent douze (20.512) parts sociales préférentielles de catégorie B (les «Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B») et six mille trente-trois (6.033) parts sociales préférentielles de catégorie C (les «Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C»), chaque part sociale de chacune des catégories de parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-quatorze Euros (EUR 74,-).»

Cinquième Résolution:

Les Nouveaux Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donnent pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des changements indiqués ci-dessus.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de trois mille huit cents euros (EUR 3.800).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état civil et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 juin 2015. GAC/2015/5496. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120334/364.

(150129665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Hipoteca XXI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 197.083.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of May.

Before Us Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. CL III REO (Offshore) LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Anguilla, registered with the Registrar of Companies of Anguilla under number 3007379, and having its registered office at Mitchell House, The Valley, Anguilla B.W.I.,

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy, given under private seal on May 2015;

2. TCS II REO (Offshore) LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Anguilla, registered with the Registrar of Companies of Anguilla under number 3006014, and having its registered office at Mitchell House, The Valley, Anguilla B.W.I.,

here represented by Mrs Isabel DIAS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal on May 2015;

3. TCS II Opportunities REO (Offshore) LLC a limited liability company formed and existing under the laws of Anguilla, registered with the Registrar of Companies of Anguilla under number 3006028, and having its registered office at Mitchell House, The Valley, Anguilla B.W.I.,

here represented by Mrs Isabel DIAS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal on May 2015.

The said proxies, signed *ne varietur* by the proxyholder(s) of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Art. 1. Denomination. A private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Hipoteca XXI Lux S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The object of the Company is further the acquisition, management, development and sale directly or indirectly, of real estate of any nature or origin, whatsoever in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the sole manager in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory provision

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31 December 2015.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
CL III REO (Offshore) LLC, prenamed	7,500	7,500.-
TCS II REO (Offshore) LLC, prenamed	4,625	4,625.-
TCS II Opportunities REO (Offshore) LLC, prenamed	375	375.-
TOTAL	12,500	12,500.-

Evidence of the payment of the total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) has been shown to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

The shareholders have forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers as set forth in the articles:

- Julie K. Braun, manager, born on 1st January 1958 in Minneapolis, MN, with professional address at 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, MN 55402.

- Hervé Marsot, manager, born on 2 October 1974 in Mulhouse, France, with professional address at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Maqboolali Mohamed, manager, born on 15th July 1971 in Fort Portal, Uganda, with professional address at 15 Sackville Street, London W1S 3DJ United Kingdom.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sixième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. CL III REO (Offshore) LLC une limited liability company, constituée et existant selon les lois d'Anguilla, immatriculé au registre des sociétés d'Anguilla au numéro 3007379, dont le siège social est à Anguilla, Mitchell House, The Valley, Antilles Britanniques,

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, résidant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en mai 2015; et

2. TCS II REO (Offshore) LLC une limited liability company, constituée et existant selon les lois d'Anguilla, immatriculé au registre des sociétés d'Anguilla au numéro 3006014, dont le siège social est à Anguilla, Mitchell House, The Valley, Antilles Britanniques,

représentée par Madame Isabel DIAS, prénommée en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en mai 2015; et

3. TCS II Opportunities REO (Offshore) LLC une limited liability company, constituée et existant selon les lois d'Anguilla, immatriculé au registre des sociétés d'Anguilla au numéro 3006028, dont le siège social est à Anguilla, Mitchell House, The Valley, Antilles Britanniques,

représentée par Madame Isabel DIAS, prénommée, d'une procuration donnée sous seing privé en mai 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparantes et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Hipoteca XXI Lux S.à r.l." (la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, prêts, participations dans des prêts, certificats de dépôt et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou fonds de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

L'objet de la Société est également l'acquisition, la gestion, le développement et la vente direct ou indirect de biens immobiliers de toute nature ou origine, à Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur quelques uns ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise

que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitative. L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société fait partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pour cent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue à tout moment par conférence téléphonique ou autre moyen similaire. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire.

L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par rapport aux tiers par la seule signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, à condition toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance ou un des gérants, ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant ensemble.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots "demande", "action", "plainte" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots "responsabilité" et "dépenses" devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudance dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion

du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

La première année sociale commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, celles-ci ont souscrit et intégralement libérées les parts sociales suivantes:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Prix de souscription (EUR)
CL III REO (Offshore) LLC, prénommée	7.500	7.500,-
TCS II REO (Offshore) LLC, prénommée	4.625	4.625,-
TCS II Opportunities REO (Offshore) LLC, prénommée	375	375,-
TOTAL	12.500	12.500,-

Preuve du paiement du prix total de souscription d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) par apport en numéraire a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évalué à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme prévu dans les statuts:

- Julie K. Braun, manager, née le 1^{er} janvier 1958 à Minneapolis, MN, avec adresse professionnelle au 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, MN 55402.

- Hervé Marsot, manager, né le 2 octobre 1974 à Mulhouse, France, avec adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

- Maqboolali Mohamed, manager, né le 15 juillet 1971 à Fort Portal, Uganda, avec adresse professionnelle au 15 Sackville Street, Londres W1S 3DJ Royaume-Uni.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celles-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 mai 2015. 2LAC/2015/10664. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015078517/458.

(150089883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Investec Global Strategy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.420.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of June.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary of residence in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the "Extraordinary General Meeting") of shareholders of Investec Global Strategy Fund, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable), governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), having its registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 139.420 (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, public notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 13 May 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1788 on 21 July 2008. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended on 13 July 2009 and for the last time by a notarial deed of 1 July 2011, published in the Mémorial number 1620 on 20 July 2011.

The Extraordinary General Meeting was opened at 4:00 pm (Luxembourg time) with Mrs. Fabienne Moreau, Jurist, residing professionally in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary, Mrs. Sophie Minette, Jurist, residing professionally in Luxembourg and nominated as scrutineer, Mrs. Michaëlle Joachim, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

I. That the present Extraordinary General Meeting has been duly convened through notices containing the above agenda sent on 27 May 2015 by mail to each registered shareholder of the Company and published twice in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers with an interval of fifteen (15) days and at least fifteen (15) days prior to the Extraordinary General Meeting, on 27 May 2015 and 12 June 2015 respectively.

II. That the names of the shareholders present at the Extraordinary General Meeting or duly represented by proxy, the proxies of the represented shareholders, as well as the number of shares held by each shareholder, are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Extraordinary General Meeting and the officiating notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given in view of the first extraordinary general meeting of shareholders of Investec Global Strategy Fund held on 22 May 2015, and initialled *ne varietur* by the members of the board of this first meeting and by the officiating notary have been attached to the minutes of this extraordinary general meeting and remain therefore valid for the present Extraordinary General Meeting.

III. That as a first extraordinary general meeting with the same agenda has been held on the 22 May 2015, no quorum is required for the present meeting by Article 67-1(2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Extraordinary General Meeting.

IV. That it appears from the attendance list, which shall remain attached to the present minutes to be filed therewith with the registration authorities, that 114 shareholders, holding together 6,631,847 shares of the Company out of 960,294,551 shares outstanding, that is to say approximately 0.691 per cent of the issued shares, are present or represented at the Extraordinary General Meeting.

V. That the agenda of the Extraordinary General Meeting is the following:

Agenda

1 Approval of amendment to the Articles as detailed hereafter:

Amendment and full restatement of the Articles of the Company in the form reflected in the draft restated Articles. A summary of the main changes brought to the draft restated Articles was attached as Schedule 1 to the convening notice to the first extraordinary general meeting of shareholders held on 22 May 2015.

The amendments proposed to the Articles aim to bring them into line with the current practice and the most up to date legal and regulatory framework applicable in Luxembourg and to harmonise their terminology and the definitions to ensure consistency with the prospectus of the Company.

In particular, the Articles of the Company have been amended to allow for the possibility that the Company may issue dematerialised shares.

Shareholders should pay particular attention to the redrafting of the circumstances under which it is possible to suspend the net asset value of the sub-funds of the Company. The valuation rules have also been redrafted to align with current industry guidance. The redrafting of these rules does not alter in practice the pricing, dealing or operation of the Company.

2 Miscellaneous.

VI. Having duly considered each item of the agenda, the Extraordinary General Meeting takes the following resolution:

Sole resolution

The Extraordinary General Meeting resolves to amend and to fully restate the Articles of the Company, in the form reflected in the draft restated Articles of the Company whose summary of the main changes was attached as scheduled to the convening notice to the first extraordinary general meeting of shareholders held on 22 May 2015, which will read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name, form and defined terms. There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name “Investec Global Strategy Fund” (the "Company") which shall be governed by Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law"), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law") to which the 2010 Law refers, the law of 6 April 2013 on dematerialised securities, as amended from time to time, the law of 1 August 2001 on the circulation of securities, as amended from time to time, as well as by the present articles of association.

Unless otherwise indicated, any capitalised term in these articles of incorporation shall have the same meaning as that set out in the Company's prospectus (the “Prospectus”).

Art. 2. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by the 2010 Law, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2010 Law.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.2 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at all times be equal to the total net asset value of the Company. The share capital of the Company shall thus vary ipso iure, without

any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company may not be less than the level provided for by the 2010 Law. Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

Art. 6. Form of shares - Register of shares - Transfer of shares.

6.1 The shares of the Company are in registered form. If and to the extent permitted, and under the conditions provided for, by law, the Board of Directors may at its discretion decide to issue, in addition to shares in registered form, shares in dematerialised form and to convert registered shares in issue into dematerialised shares. Dematerialised shares are shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission, the "Issue Account") held by an authorised central account holder or an authorised settlement system (hereinafter referred individually as the "Central Account Holder") designated by the Company and disclosed in the Prospectus. Under the same conditions, holders of registered shares may also request the conversion of their shares into dematerialised shares. The registered shares will be converted into dematerialised shares by means of a book entry in a security account (compte titres, the "Security Account") in the name of their holders. In order for the shares to be credited on the Security Account, the relevant shareholder will have to provide to the Company any necessary details of his/her/its account holder as well as the information regarding his/her/its Security Account. This information data will be transmitted by the Company to the Central Account Holder who will in turn adjust the Issue Account and transfer the shares to the relevant account holder. The Company will adapt, if need be, the register of shareholders. The costs resulting from the conversion of registered shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the Board of Directors decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Company.

After the time period specified by law, or any longer period determined by an extraordinary general meeting of shareholders and communicated if and to the extent required by law, this extraordinary general meeting may also decide that (i) all registered shares in issue will be compulsorily converted into dematerialised shares and (ii) these dematerialised shares will be registered in the name of the Company until their holder obtains the inscription of such shares in his name and in the manner provided for by law. Registered shares so converted will be cancelled concomitantly. Notwithstanding any provision to the contrary contained in these Articles, voting rights and entitlement to distributions, if any, attached to such shares will be suspended, until their holder obtains the inscription of such shares in his name. Until that date, voting rights attached to these shares will further not be taken into account for quorum and majority requirement purposes in general meetings of shareholders.

After the time period specified by law, or any longer period determined by the Board of Directors and communicated if and to the extent required by law, the Board of Directors may decide at its discretion that dematerialised shares registered in the name of the Company in accordance with the preceding paragraph will be compulsorily redeemed or sold, in accordance with law.

6.2 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company and/or its Registrar and Transfer Agent, where it shall be available for inspection by any shareholder. The dematerialised shares (if issued) shall not be inscribed in the share register. The register shall contain all the information required by the 1915 Law. Ownership of shares is established by registration in the share register. Certificates of such registration shall not be issued. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Holders of dematerialised shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of dematerialised shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the Board of Directors at its discretion, the Board of Directors may decide to suspend voting rights attached to all or part of the dematerialised shares held by the relevant person until satisfactory information is received.

6.3 The Company will recognise only one holder per share. In the case of joint holders of record, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the Register of Shareholders.

6.4 The shares are freely transferable in accordance with the provisions, inter alia, of the 1915 law, subject to Article 12 below and to any additional restriction disclosed in the Prospectus. The transfer of dematerialised shares (if issued) shall be made in accordance with applicable laws.

6.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties by (i) the execution of a declaration of transfer, signed and dated by both the transferor and transferee or their representatives, (ii) receipt of this declaration of transfer by the Company; and (iii) recording of the transfer in the Company's share register.

Art. 7. Classes of shares.

7.1 The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for each Sub-Fund.

7.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required, the currency in which the net asset value is expressed or any other feature as may be determined by the board of directors from time to time. The board of directors may further, at its discretion, decide to change any of these characteristics as well as the name of any class of shares. In such a case, the Prospectus shall be updated accordingly.

7.3 The board of directors may create each class of shares for an unlimited or limited duration; in the latter case, upon expiry of the term, the board of directors may extend the duration of the relevant class of shares once or several times. At the expiry of the duration of the class of shares, the Company shall redeem all the shares in the class of shares, in accordance with Article 10 below.

7.4 At each extension of the duration of a class of shares, the shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to them. The Prospectus shall indicate the duration of each class and if appropriate, its extension.

7.5 There may be Accumulation and Income shares. Whenever a dividend is distributed on an Income share, the net assets of the Sub-Fund to be allotted to that Income share shall, following the declaration of the dividend, be reduced by an amount equal to the dividend distributed, whereas the net assets of the Sub-Fund allotted to any Accumulation share in the that Sub-Fund shall be unaffected by the declaration of the dividend.

Art. 8. Sub-Funds.

8.1 The board of directors may, at any time, create different sub-funds within the meaning of article 181 of the 2010 Law corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (the "Sub-Funds"). In such event, it shall assign a particular name to each such Sub-Fund created.

8.2 As between shareholders, each portfolio of assets corresponding to a specific Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of such Sub-Fund. The Company constitutes one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to that Sub-Fund.

8.3 Each Sub-Fund may be created for an unlimited or limited period of time; in the latter case, Article 7.3 above and Article 7.4 above shall apply mutatis mutandis.

8.4 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollar (USD), be converted into US Dollar (USD), and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds.

Art. 9. Issue of shares.

9.1 The board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

9.2 The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares. The board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus. Furthermore, the board of directors may impose restrictions in relation to the minimum initial subscription amount, the minimum subsequent subscription amount and the minimum shareholding amount.

9.3 The board of directors may decide to issue fractional shares, including dematerialised shares (if issued). Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional shares so held by the same shareholder in the same class of shares represents one or more entire share(s), such shareholder benefits from the corresponding voting right(s).

9.4 The subscription price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares as determined in accordance with Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon subscription, as provided for in the Prospectus. The subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

9.5 The subscription price per share so determined shall be payable within a maximum period of time as provided in the Prospectus.

9.6 Where an applicant for shares fails to pay settlement monies on subscription or to provide a completed application form by the due date, the board of directors may cancel the allotment or, if applicable, redeem the shares. If requested by a shareholder, the Global Distributor and Service Provider acting in its discretion may, from time to time, determine to pay such cancellation proceeds in currencies other than the designated currency of the relevant class of shares. In either case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred (as conclusively determined by the board of directors in their discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

9.7 If the applicant fails to make timely settlement in respect of the allotment of a share or shares, the Global Distributor and Service Provider may at its discretion take such steps as it sees fit to avoid, mitigate or make good any losses, costs or expenses incurred by the Company as mentioned above including making payment of the due amount to the Company on the due date and shall be entitled to recover all costs and expenses (including interest) incurred directly or indirectly by the Company in seeking to recover such due debt and which is payable on demand.

9.8 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment for the shares to be issued and to deliver them.

9.9 The board of directors may reject any subscription request in whole or in part at its full discretion. Once an application to subscribe for shares has been accepted by the Company, it may not be revoked by the relevant shareholder (other than in the case where cancellation rights apply) and a legally binding contract is established between the Company and the relevant shareholder. In exceptional circumstances, the board of directors may permit a revocation of an application to subscribe for shares after such application has been accepted by the Company, provided that (i) the application has not already been processed; and (ii) the directors believe that permitting such revocation would not be detrimental to existing shareholders in the Company.

9.10 The issue of shares may be suspended under the terms of Article 14 below or at the board of directors' discretion in the best interests of the Company notably under other exceptional circumstances.

9.11 The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund into which the subscription is being made. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by its approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé). All costs associated with such contribution in kind shall be borne by the shareholder making the contribution, or by such other third party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

9.12 The Company may issue shares within the framework of regular savings plans.

Art. 10. Redemption of shares.

10.1 Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms, conditions and procedures set out in the Prospectus.

10.2 The redemption price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of shares on the relevant Valuation Day, as determined under Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon redemption, as provided for in the Prospectus. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

10.3 The redemption price per share so determined shall be payable within a period of time as provided in the Prospectus which shall in principle not exceed ten (10) Business Days after the relevant Valuation Day as determined under Article 13 below.

10.4 The board of directors may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorised agent the power to accept requests for redemption and effect the payment of redemption proceeds.

10.5 When there is insufficient liquidity or in other exceptional circumstances, the board of directors reserves the right to postpone the payment of redemption proceeds.

10.6 If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below the minimum subscription amount as set out in the Prospectus or such net asset value as determined by the board of directors, the board of directors may then decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

10.7 Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day, redemption requests exceed a certain percentage of the net asset value of the Sub-Fund or class of shares as determined by the board of directors, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company (and its Sub-Funds) and its shareholders as further described in the Prospectus. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption requests will be met in priority to later requests, if necessary on a pro-rata basis among involved shareholders.

10.8 If with respect to any given Valuation Day, redemption requests amount to the total number of shares in issue in any class of shares or Sub-Funds or if the remaining number of shares in issue in that Sub-Fund or class of shares, after such redemptions, would represent a total net asset value below the minimum level of assets under management required for such Sub-Fund or class of shares to be operated in an efficient manner, the board of directors may decide to terminate and liquidate the Sub-Fund or class of shares in accordance with Article 39 below. For the purpose of determining the redemption price, the calculation of the net asset value per share of the relevant Sub-Funds or class(es) of shares shall take into consideration all liabilities that will be incurred in terminating and liquidating said class(es) of shares or Sub-Funds.

10.9 The redemption of shares may be suspended under the terms of Article 14 below or in other exceptional cases where the circumstances and the best interests of the shareholders so require.

10.10 In addition, the shares may be redeemed compulsorily whenever this is required in the best interests of the Company (and its Sub-Funds) and notably in the circumstances provided for in the Prospectus and under Article 12 below and Article 39 below.

10.11 The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an approved

statutory auditor. All costs associated with a redemption in kind shall be borne, by the shareholder requesting the redemption or by such other party as agreed by the Company or in any other way which the board of directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund.

10.12 All redeemed shares may be cancelled.

Art. 11. Conversion of shares.

11.1 Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or Sub-Funds, any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class into shares of the same or another class, within the same or another Sub-Fund under the terms, conditions and procedures set out in the Prospectus. The conversion request may not be accepted until any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled.

11.2 Any conversion will be treated in the same manner as a redemption and subsequent subscription of shares.

11.3 The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated at the respective Valuation Day as defined under Article 13 below. The Company may also levy any applicable charges, expenses and commissions upon conversion, as provided for in the Prospectus.

11.4 If as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, the board of directors may then decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

11.5 The board of directors may reject any conversion request in whole or in part at its full discretion.

Art. 12. Restrictions and prohibitions on the ownership of shares.

12.1 The board of directors may restrict or prevent the legal or beneficial ownership of shares or prohibit certain practices as disclosed in the Prospectus such as late trading and market timing by any person (individual, corporation, partnership or other entity), if in the opinion of the board of directors such ownership or practices may (i) result in a breach of any provisions of these articles of association, the Prospectus or law or regulations of any jurisdiction, or (ii) require the Company, its management company or its investment manager to be registered under any laws or regulations whether as an investment fund or otherwise, or cause the Company to be required to comply with any registration requirements in respect of any of its shares, whether in the United States of America or any other jurisdiction; or (iii) may cause the Company, its management company, its investment managers or shareholders any legal, regulatory, taxation, administrative or financial disadvantages which they would not have otherwise incurred (such person being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the board of directors may:

A. decline to issue any shares and to accept any transfer of shares, where it appears that such issue or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;

B. require at any time any person entered in the register of shares, or any person seeking to register a transfer of shares therein, to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether such registry results in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person;

C. compulsorily redeem or cause to be redeemed all shares held by a Prohibited Person. To that end, the Company will notify the Prohibited Person of the reasons which justify the compulsory redemption of shares, the number of shares to be redeemed and the indicative Valuation Day on which the compulsory redemption will occur. The redemption price shall be determined in accordance with Article 10.2 above; and

D. grant a grace period to the shareholder for remedying the situation causing the compulsory redemption as described in the Prospectus and/or propose to convert the shares held by any shareholder who fails to satisfy the investor's eligibility requirements for such class of shares into shares of another class available for such shareholder to the extent that the investor's eligibility requirements would then be satisfied.

12.2 The Company reserves the right to require the Prohibited Person to indemnify the Company against any losses, costs or expenses arising as a result of any compulsory redemption of shares due to the shares being held by, or for the benefit of, such Prohibited Person. The Company may pay such losses, costs or expenses out of the proceeds of any compulsory redemption and/or redeem all or part of the Prohibited Person's shares in order to pay for such losses, costs or expenses.

Art. 13. Net asset value.

13.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of shares shall be determined at least twice a month and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall determine and disclose in the Prospectus the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day"). For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class of shares (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class of shares) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class of shares. The net asset value per share may be rounded up to at least two decimal places to the extent possible for all the Sub-Funds (and to four decimal places for the Money Sub-Funds as defined in the Prospectus) of the relevant currency as the board of directors shall determine.

13.2 The Company's net asset value shall be equal at all times to the total net asset value of all its Sub-Funds.

13.3 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 below, the assets of the Company shall include:

- (1) all cash on hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- (2) all bills and any types of notes or accounts receivable, including outstanding proceeds of any disposal of financial instruments;
- (3) all securities and financial instruments, including shares, bonds, notes, certificates of deposit, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments and all other investments belonging to the Company;
- (4) all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (which will normally be recorded in the Company's books as of the ex-dividend date, provided that the Company may adjust the value of the security accordingly);
- (5) all outstanding accrued interest on any interest-bearing instruments belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such instruments;
- (6) the formation expenses of the Company or a Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written off; and
- (7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

13.4 Subject to the rules on the allocation to Sub-Funds and classes of shares of Article 13.6 below, the liabilities of the Company shall include:

- (1) all loans, bills or accounts payable, accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (2) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;
- (3) a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the Company; and
- (4) all other liabilities of the Company of any kind recorded in accordance with applicable accounting rules, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses, fees, costs and charges payable by the Company including, but not limited to: management fees, investment management fees (including performance fees), fees of the depositary, fees of the administrator and other agents of the Company, directors' fees and expenses, operating and administrative expenses, transaction costs, formation expenses and extraordinary expenses, each as may be further detailed in the Prospectus.

13.5 The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills or notes payable, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest and any other amount receivable accrued but not yet received shall be equal to the entire nominal or face amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) Transferable securities and money market instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued, unless otherwise provided under paragraphs 3) and 6) below, at the last available market price or quotation prior to the time of valuation on the exchange or regulated market where the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded. Where securities or instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded and the market prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Transferable securities and money market instruments for which market prices or quotations are not available or representative, or which are not quoted, listed or traded on an exchange or regulated market, will be valued at their probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

3) Notwithstanding paragraph 2) above, where permitted under applicable laws and regulations, money market instruments may be valued using an amortisation method whereby instruments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accrual of discount on a constant basis until maturity, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the instruments. The amortisation method will only be used if it is not expected to result in a material discrepancy between the market value of the instruments and their value calculated according to the amortisation method.

4) Financial derivative instruments which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market will be valued at the last available closing or settlement price or quotation prior to the time of valuation on the exchange or regulated market where the instruments are primarily quoted, listed or traded. Where instruments are quoted, listed or traded on more than one exchange or regulated market, the board of directors will determine on which exchange or regulated market the instruments are primarily quoted, listed or traded and the closing or settlement prices or quotations on such exchange or regulated market will be used for the purpose of their valuation. Financial derivative instruments for which closing or

settlement prices or quotations are not available or representative will be valued at their probable realisation value estimated with care and good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

5) Financial derivative instruments which are traded 'over-the-counter' (OTC) will be valued daily at their fair market value, on the basis of valuations provided by the counterparty which will be approved or verified on a regular basis independently from the counterparty. Alternatively, OTC financial derivative instruments may be valued on the basis of independent pricing services or valuation models approved by the board of directors which follow international best practice and valuation principles. Any such valuation will be reconciled to the counterparty valuation on a regular basis independently from the counterparty, and significant differences will be promptly investigated and explained.

6) Notwithstanding paragraph 2) above, shares or units in target investment funds (including, UCITS and UCI) will be valued at their latest available official net asset value, as reported or provided by or on behalf of the investment fund or at their latest available unofficial or estimated net asset value if more recent than the latest available official net asset value, provided that the board of directors is satisfied of the reliability of such unofficial net asset value. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset value of the target investment fund may differ from the net asset value which would have been calculated, on the same Valuation Day, on the basis of the official net asset value of the target investment fund. Alternatively, shares or units in target investment funds which are quoted, listed or traded on an exchange or regulated market may be valued in accordance with the provisions of paragraph 2) above.

7) The value of any other asset not specifically referenced above will be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the board of directors using any valuation method approved by the board of directors.

13.6 Assets and liabilities of the Company will be allocated to each Sub-Fund and class of shares, as set out below and in the Prospectus:

1 The proceeds from the issue of shares of a Sub-Fund or class of shares, all assets in which such proceeds are invested or reinvested and all income, earnings, profits or assets attributable to or deriving from such investments, as well as all increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. The assets allocated to each class of shares of the same Sub-Fund will be invested together in accordance with the investment objective, policy and strategy of that Sub-Fund, subject to the specific features and terms of issue of each class of shares of that Sub-Fund, as specified in the Prospectus.

2 All liabilities of the Company attributable to the assets allocated to a Sub-Fund or class of shares or incurred in connection with the creation, operation or liquidation of a Sub-Fund or class of shares will be charged to that Sub-Fund or class of shares and, together with any increase or decrease in the value thereof, will be allocated to that Sub-Fund or class of shares and recorded in its books. In particular and without limitation, the costs and any benefit of a specific feature of a class of shares will be allocated solely to the class of shares to which the specific feature relates.

3 Any assets or liabilities not attributable to a particular Sub-Fund or class of shares may be allocated by the board of directors in good faith and in a manner which is fair to shareholders generally and will normally be allocated to all Sub-Funds or classes of shares pro rata to their net asset value. Subject to the above, the board of directors may at any time vary the allocation of assets and liabilities previously allocated to a Sub-Fund or class of shares.

13.7 In calculating the net asset value of each Sub-Fund or class of shares the following principles will apply:

1) Each share agreed to be issued by the Company on each Valuation Day will be deemed to be in issue and existing immediately after the time of valuation on the Valuation Day as further described in the Prospectus. From such time and until the subscription price is received by the Company, the assets of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a claim of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be received in respect of the issue of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be increased by such amount immediately after the time of valuation on the Valuation Day.

2) Each share agreed to be redeemed by the Company on each Valuation Day will be deemed to be in issue and existing until and including the time of valuation on the Valuation Day as further described in the Prospectus. Immediately after the time of valuation and until the redemption price is paid by the Company, the liabilities of the Sub-Fund or class of shares concerned will be deemed to include a debt of that Sub-Fund or class of shares for the amount of any cash or other property to be paid in respect of the redemption of such shares. The net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount immediately after the time of valuation point on the Valuation Day.

3) Following a declaration of dividends for Income shares on a Valuation Day determined by the Company to be the distribution accounting date, the net asset value of the Sub-Fund or class of shares will be decreased by such amount as of the time of valuation on that Valuation Day.

4) Where assets have been agreed to be purchased or sold but such purchase or sale has not been completed at the time of valuation on a given Valuation Day, such assets will be included in or excluded from the assets of the Company, and the gross purchase price payable or net sale price receivable will be excluded from or included in the assets of the Company, as if such purchase or sale had been duly completed at the time of valuation on that Valuation Day, unless the Company has reason to believe that such purchase or sale will not be completed in accordance with its terms. If the exact value or nature of such assets or price is not known at the time of valuation on the Valuation Day, its value will be estimated by the Company in accordance with the valuation principles described in Article 13.5 above.

5) The value of any asset or liability denominated or expressed in a currency other than the reference currency of the Company or a particular Sub-Fund or class of shares will be converted, as applicable, into the relevant reference currency

at the prevailing foreign exchange rate at the time of valuation on the Valuation Day concerned which the board of directors considers appropriate.

13.8 The board of directors may apply other valuation principles or alternative methods of valuation that it considers appropriate in order to determine the probable realisation value of any asset if applying the above rules appears inappropriate or impracticable. The board of directors may adjust the value of any asset if the board of directors determines that such adjustment is required to reflect the fair value thereof. The net asset value may also be adjusted to reflect certain dealing charges if need be as more fully described in the Prospectus.

13.9 Adequate provisions shall be made for unpaid administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount accrued for the applicable period. Any off-balance sheet liabilities shall duly be taken into account in accordance with fair and prudent criteria.

13.10 In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, any decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any agent appointed by the board of directors for such purpose, shall be final and binding on the Company and all shareholders.

Art. 14. Suspension of calculation and publication of the net asset value per share, and/or the issue, redemption and conversion of shares.

14.1 The board of directors may temporarily suspend the calculation and publication of the net asset value per share of any class of shares in any Sub-Fund and/or where applicable, the issue, redemption and conversion of shares of any class of shares in any Sub-Fund, in the following cases:

(1) when any exchange or regulated market that supplies the price of the assets of the Company or a Sub-Fund is closed other than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such exchange or market are suspended, subject to restrictions, or impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

(2) when the information or calculation sources normally used to determine the value of the assets of the Company or a Sub-Fund are unavailable;

(3) during any period when any breakdown or malfunction occurs in the means of communication network or IT media normally employed in determining the price or value of the assets of the Company or a Sub-Fund, or which is required to calculate the net asset value per share;

(4) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the execution of transactions of the Company or a Sub-Fund or prevent the execution of transactions at normal rates of exchange and conditions for such transactions;

(5) when exchange, capital transfer or other restrictions prevent the repatriation of assets of the Company or a Sub-Fund for the purpose of making payments on the redemption of shares or prevent the execution of such repatriation at normal rates of exchange and conditions for such repatriation;

(6) when the legal, political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevents the Company from being able to manage the assets of the Company or a Sub-Fund in a normal manner and/or prevent the determination of their value in a reasonable manner;

(7) when there is a suspension of the net asset value calculation or of the issue, redemption or conversion rights by the investment fund(s) in which the Company or a Sub-Fund is invested;

(8) following the suspension of the net asset value calculation and/or the issue, redemption and conversion at the level of a master fund in which the Company or a Sub-Fund invests as a feeder fund;

(9) when, for any other reason, the prices or values of the assets of the Company or a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained or when it is otherwise impossible to dispose of the assets of the Company or a Sub-Fund in the usual way and/or without materially prejudicing the interests of shareholders;

(10) in the event of a notice to shareholders convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of dissolving and liquidating the Company or informing them about the termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares, and more generally, during the process of liquidation of the Company, a Sub-Fund or class of shares;

(11) during the process of establishing exchange ratios in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

(12) during any period when the dealing of the shares of the Company or Sub-Fund or class of shares on any relevant stock exchange where such shares are listed is suspended or restricted or closed; and

(13) in exceptional circumstances, whenever the board of directors considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company, a Sub-Fund or class of shares, in compliance with the principle of fair treatment of shareholders in their best interests.

(14) Following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit at the level of a master fund in which the Company or any of its Sub-Funds invests as it capacity as feeder fund of such master fund, to the extent applicable.

The Company may suspend the issue and redemption of shares of any particular Sub-Fund, as well as the conversion from and to shares of each class of shares, following the suspension of the issue, redemption and/or conversion at the level of a master fund in which the Sub-Fund invests in its quality as feeder fund, to the extent applicable.

14.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interests of the shareholders or where significant requests for subscription, redemption or conversion of shares are received for a Sub-Fund or class of shares, the

board of directors reserves the right to determine the net asset value per share for that Sub-Fund or class of shares only after the Company has completed the necessary investments or disinvestments in securities or other assets for the Sub-Fund or class of shares concerned.

14.3 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares, shall be published and/or communicated to shareholders as required by applicable laws and regulations.

14.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any Sub-Fund or class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the issue, redemption and/or conversion of shares in any other Sub-Fund or class of shares.

14.5 Suspended subscription, redemption and conversion applications will be treated as deemed applications for subscriptions, redemptions or conversions in respect of the first Valuation Day following the end of the suspension period unless the shareholders have withdrawn their applications for subscription, redemption or conversion by written notification received by or on behalf of the Company before the end of the suspension period.

C. General meetings of shareholders

Art. 15. Powers of the general meeting of shareholders.

15.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of association.

Art. 16. Convening of general meetings of shareholders.

16.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors.

16.2 It must be convened by the board of directors upon written request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

16.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain at least the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

16.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 17. Conduct of general meetings of shareholders.

17.1 The annual general meeting of shareholders shall be held each year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Thursday of June at 4:00 p.m. Luxembourg time. If such day is not a Business Day or is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

17.2 A board of the meeting shall be formed at every general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present or represented at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

17.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

17.4 If such facilities are made available at the Company's discretion, shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication which allow (i) them to be identified, (ii) all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis, and (iii) an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

17.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

17.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted for decision to the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms returned to the Company which, for a proposed resolution, fail to show (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention, or show a combination of any of (i)-(iii) are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

17.7 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 18. Quorum and vote.

18.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares subject to the rule on fractional shares in Article 9.3 above. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

18.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 19. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 20. Adjournment of general meetings of shareholders. Subject to the provisions of the 1915 Law, the board of directors may, during any general meeting of shareholders, adjourn such general meeting of shareholders for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 21. Minutes of general meetings of shareholders.

21.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder present at the meeting upon its request.

21.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two (2) of its members.

Art. 22. General meetings of a Sub-Fund or class of shares.

22.1 The shareholders of any Sub-Fund or class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or class of shares.

22.2 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

D. Management

Art. 23. Composition and powers of the board of directors.

23.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members except in the specific circumstances provided for under the 1915 Law.

23.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 24. Daily management and delegation of power.

24.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in connection with such daily management may, be delegated to one or more directors, officers or other agents, being shareholders or not acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

24.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 25. Election, removal and term of office of directors.

25.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders shall determine their remuneration and term of office.

25.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may however be re-elected for successive terms.

25.3 Each director is elected by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

25.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 26. Vacancy in the office of a director. In the event of vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on his permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 27. Convening meetings of the board of directors.

27.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

27.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

27.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 28. Conduct of meetings of the board of directors.

28.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

28.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at such meeting.

28.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

28.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person, at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

28.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

28.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

28.7 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 29. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore or by any two (2) directors present. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

Art. 30. Conflict of interest.

30.1 Save as otherwise provided by the 1915 Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board of directors meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict

of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

30.2 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 31. Dealing with third parties.

31.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of any two (2) directors or by the joint signature or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors, within the limits of such delegation.

31.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly, within the limits of such delegation.

Art. 32. Indemnification.

32.1 Each director, officer and employee of the Company (the “Indemnified Persons”) shall be indemnified to the fullest extent permitted by law against any liability, and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such a director, officer or employee of the Company. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

32.2 No indemnification shall be provided to any director or officer (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misconduct, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interests of the Company or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction.

32.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer.

32.4 Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

32.5 The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings among the Indemnified Persons.

Art. 33. Investment policy and restrictions.

33.1 The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

33.2 In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and subject to the provisions of the Prospectus, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCITS and UCIs within the limits set forth in the Prospectus including, where it is intended that a Sub-Fund acts as a feeder fund, shares or units of a master fund qualified as a UCITS;
- (iii) shares of other Sub-Funds to the extent permitted and under the conditions stipulated by the 2010 Law;
- (iv) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (v) financial derivative instruments;
- (vi) other assets to the extent permitted by the 2010 Law.

33.3 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market, stock exchange or any market (which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public) of Europe, being or not member of the European Union (“EU”), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Prospectus.

33.4 The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as referred to Article 33.3 above and that such admission be secured within one year of issue.

33.5 In accordance with the principle of risk-spreading the Company is authorised to invest up to 100% of the assets attributable to each Sub-Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by one or more of its local authorities, by a member state of the OECD or the Group of twenty (G20), by the Republic of Singapore or by a public international body of which one or more Member States of the EU are

members provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold on behalf of each relevant Sub-Fund securities from at least six different issues. The securities from any single issue shall not account for more than 30% of its total net assets/the total assets attributable to that Sub-Fund.

33.6 The board of directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

33.7 Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the board of directors may from time to time decide and as described in the Prospectus.

33.8 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments.

33.9 The board of directors may impose more stringent investment restrictions, as disclosed in the Prospectus.

E. Audit and supervision

Art. 34. Auditor. The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders which shall determine his remuneration.

Art. 35. Depositary.

35.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2010 Law.

35.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distributions

Art. 36. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 37. Annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Art. 38. Distributions.

38.1 Distributions of dividends may be decided from time to time in accordance with applicable laws and the Prospectus.

38.2 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

38.3 The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors and subject to the shareholder's approval.

38.4 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class(es) of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

38.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

G. Dissolution - Liquidation - Merger - Amalgamation

Art. 39. Termination and liquidation of Sub-Funds or classes of shares.

39.1 The board of directors may decide to liquidate any Sub-Fund or class of shares and redeem compulsorily all the shares of the relevant Sub-Fund or class at the applicable net asset value per share for the Valuation Day determined by the board of directors (i) if the net assets of such Sub-Fund or class of shares fall below a level considered by the board of directors to be too low for that Sub-Fund to continue to be managed efficiently; (ii) if an unfavourable economic or political change would justify such liquidation as decided by the board of directors; or (iii) in the event of a product rationalisation decided by the board of directors.

39.2 The shareholders will be informed of the decision of the board of directors to terminate a Sub-Fund or class of shares by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations. The notice will indicate the reasons for and the process of the termination and liquidation.

39.4 Actual realisation prices of investments, realisation expenses and liquidation costs will be taken into account in calculating the net asset value applicable to the compulsory redemption. Shareholders in the Sub-Fund or class of shares concerned will generally be authorised to continue requesting the redemption or conversion of their shares prior to the effective date of the compulsory redemption, unless the board of directors determines that it would not be in the best interests of the shareholders in that Sub-Fund or class of shares or could jeopardise the fair treatment of the shareholders.

39.5 Redemption proceeds which have not been claimed by the shareholders upon the compulsory redemption will be deposited, in accordance with applicable laws and regulations, in escrow at the "Caisse de Consignation" on behalf of the

persons entitled thereto. Proceeds not claimed within the statutory period will be forfeited in accordance with laws and regulations.

39.6 All redeemed shares may be cancelled.

39.7 The termination and liquidation of a Sub-Fund or class of shares shall have no influence on the existence of any other Sub-Fund or class of shares. The decision to terminate and liquidate the last Sub-Fund existing in the Company taken by the shareholders will result in the dissolution and liquidation of the Company.

Art. 40. Merger of the Company or its Sub-Fund.

40.1 The board of directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of the Company with one or several other Luxembourg or foreign UCITS, or sub-fund thereof. The board of directors may also decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of one or several Sub-Fund(s) with one or several other Sub-Fund(s) within the Company, or with one or several other Luxembourg or foreign UCITS or sub-funds thereof. Such mergers shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the common draft terms of the merger to be established by the board of directors and the information to be provided to the shareholders. Such a merger does not require the prior consent of the shareholders except where the Company is the absorbed entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger; in such case, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the merger and its effective date. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

40.2 The board of directors may decide to proceed with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds of (i) one or several sub-funds of another Luxembourg or a foreign UCI, irrespective of their form, or (ii) any Luxembourg or foreign UCI constituted under a non-corporate form. The exchange ratio between the relevant shares of the Company and the shares or units of the absorbed UCI or of the relevant sub-fund thereof will be calculated on the basis of the relevant net asset value per share or unit as of the effective date of the absorption.

40.4 In addition to the above, the Company may also absorb another Luxembourg or foreign UCI incorporated under a corporate form in compliance with the 1915 Law and any other applicable laws and regulations.

Art. 41. Reorganisation of classes of shares.

41.1 In the event that the board of directors (in the interests of shareholders) considers that it would not be economically viable for a Class to remain available, the board of directors may decide to re-allocate the assets and liabilities of that class to those of one or several other classes within the Company and to re-designate the shares of the class(es) concerned as shares of such other share class or share classes (following a split or consolidation, if necessary, and the payment to shareholders of the amount corresponding to any fractional entitlement). The shareholder of the class of shares concerned will be informed of the reorganisation by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations.

41.2 Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph, the shareholders may decide on such reorganisation by a resolution taken by the general meeting of shareholders of the share class concerned. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the reorganisation.

Art. 42. Dissolution and liquidation of the Company.

42.1 The Company may at any time be dissolved in accordance with applicable laws.

42.2 Liquidation proceeds which have not been claimed by shareholders at the time of the closure of the liquidation shall be deposited in escrow at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg. Proceeds not claimed within the statutory period shall be forfeited in accordance with applicable laws and regulations.

H. Final provisions - Applicable law

Art. 43. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Any reference in these articles of association to any law, rule or regulation shall be construed as including a reference to any modification, amendment, extension, replacement or re-enactment thereof for the time being in force.

Art. 44. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law."

The resolution has been adopted by 6,001,610 votes in favour, 38,521 votes against, and 591,716 abstentions from voting.

The present meeting decides that the fully restated Articles of the Company shall come into force on 30 June 2015.

VII. There being no further business, the Extraordinary General Meeting was closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

This document having been read to the members of the board of the Extraordinary General Meeting, all of whom are known by the undersigned notary by their name, first name and residence, the said persons signed together with the undersigned notary the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. MOREAU, S. MINETTE, M. JOACHIM et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20933. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015115609/846.

(150123806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Achilles Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 718.060,90.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.952.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of May,

Before the undersigned, Maître Henri BECK, a notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Brit Plc, a company incorporated under the laws of England and Wales, whose registered office is at 55 Bishopsgate, London EC2N 3AS (the Sole Shareholder)

here represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested that the undersigned notary record that:

- the Sole Shareholder holds all of the shares in Achilles Holdings 1 S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.952 (the Company);

- the Company was incorporated on 8 October 2010, pursuant to a deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner, a notary resident in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 2471 of 16 November 2010. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended several times, most recently on 29 August 2014 pursuant to a deed drawn up by Maître Blanche Moutrier, a notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Francis Kessler, a notary then resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial number 3102 of October 24, 2014;

- the Company's share capital is set at seven hundred eighteen thousand sixty pounds sterling and ninety pence sterling (GBP 718,060.90) divided into ten million seventy-three thousand six (10,073,006) class A shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class B shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class C shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class D shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class E shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class F shares, eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class G shares and eight million eight hundred nineteen thousand twelve (8,819,012) class H shares with a par value of one pence sterling (GBP 0.01) each all entirely subscribed and fully paid up;

- the Sole Shareholder has full and complete knowledge of the Articles and of the Company's financial situation;

- the Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire);

- the Sole Shareholder resolves to act as liquidator of the Company;

- the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, declares that:

(i) the activity of the Company has ceased;

(ii) the liquidation accounts have been prepared and show that all the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, except for those owed to the Sole Shareholder (if any);

(iii) it will receive all the outstanding assets of the Company; and

(iv) it will assume all hidden or unknown liabilities (if any).

- the Sole Shareholder approves the liquidation accounts of the Company dated as of the date of this deed;
- the Sole Shareholder waives the appointment of a liquidation auditor;
- the Sole Shareholder resolves to grant full discharge for the performance of their mandate and in connection with the liquidation accounts to:
 - (i) the board of managers of the Company; and
 - (ii) the approved external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company.
- the Sole Shareholder resolves to transfer to it, as liquidation proceeds all the remaining assets of the Company (if any), and to take all steps necessary to ensure that such transfers are enforceable against third parties;
- the Sole Shareholder resolves to confirm that the Company is hereby liquidated and the liquidation is closed;
- the Sole Shareholder resolves to keep the books, documents and records of the Company at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg for a period of five years after the publication of this deed in the Mémorial and to pay any and all costs associated with the liquidation;
- the Sole Shareholder resolves to grant power to any lawyer or employee of Loyens & Loeff Luxembourg SARL and any employee of Alter Domus and of Ernst & Young, each of them acting individually:
 - (i) to carry-out and perform any formalities necessary to complete and file any outstanding tax returns of the Company; and
 - (ii) to undertake any formalities necessary in connection with filing the Accounts and closing the Company's liquidation, these powers expiring one year after the closing of the Company's liquidation.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Sole Shareholder that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed was drawn up in Echternach, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour de mai,

Par-devant le soussigné Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Brit Plc, une société constituée selon le droit d'Angleterre et du Pays-de-Galles, dont le siège social est établi au 55 Bishopsgate, Londres EC2N 3AS (l'Associé Unique),

représenté par Peggy Simon, employée, avec pour adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- l'Associé Unique détient la totalité des parts sociales de Achilles Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.952 (la Société);

- la Société a été constituée le 8 octobre 2010, suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le Mémorial) numéro 2471 du 16 novembre 2010. Depuis, les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et le plus récemment le 29 août 2014, suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Francis Kessler, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial numéro 3102 du 24 octobre 2014;

- le capital social de la Société est fixé à sept cent dix-huit mille soixante livres sterling et quatre-vingt-dix cents (GBP 718.060,90) représenté par dix millions soixante-treize mille six (10.073.006) parts sociales de classe A, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe B, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe C, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe D, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe E, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe F, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe G, huit millions huit cent dix-neuf mille douze (8.819.012) parts sociales de classe H, ayant une valeur nominale d'un cent (GBP 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées;

- l'Associé Unique a pris connaissance des Statuts et connaît parfaitement la situation financière de la Société;

- l'Associé Unique décide en sa qualité d'associé unique de la Société de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation;

- l'Associé Unique décide d'agir en tant que liquidateur de la Société;
 - l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que:
 - (i) l'activité de la Société a cessé;
 - (ii) les comptes de liquidation ont été préparés et montrent que l'ensemble du passif connu de la Société a été payé ou provisionné, excepté un (éventuel) passif dû à l'Associé Unique;
 - (iii) qu'il va recevoir tous les actifs restants de la Société; et
 - (iv) qu'il prendra à sa charge, le cas échéant, tout le passif caché ou inconnu à ce jour.
 - l'Associé Unique approuve les comptes de liquidation de la Société datés en date du présent acte;
 - l'Associé Unique renonce à la nomination d'un commissaire à la liquidation;
 - l'Associé Unique décide de donner pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs mandats en relation avec les comptes de la liquidation aux:
 - (i) conseil de gérance de la Société; et
 - (ii) réviseur d'entreprises agréé de la Société;
 - l'Associé Unique décide de se transférer comme boni de liquidation tous les (éventuels) actifs restants de la Société, et de faire tout ce qui est nécessaire afin de rendre ces transferts opposables aux tiers;
 - l'Associé Unique décide de confirmer que la Société est par conséquent liquidée et sa liquidation est clôturée;
 - l'Associé Unique décide de conserver les livres, documents et registres de la Société au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, durant une période de cinq (5) ans à compter de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et de payer tous les frais en rapport avec la liquidation;
 - l'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg SARL et à tout employé d'Alter Domus et de Ernst & Young, chacun d'eux agissant individuellement:
 - (i) de faire et d'exécuter toutes les formalités nécessaires afin de compléter et d'enregistrer les déclarations fiscales manquantes de la Sociétés; et
 - (ii) de faire tout le nécessaire pour déposer / enregistrer les Comptes et tout ce qui est requis en relation avec la clôture de la liquidation de la Société,
- ces pouvoirs expirant une (1) année après la clôture de la liquidation de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la demande de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 mai 2015. Relation: GAC/2015/4189. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 1^{er} juin 2015.

Référence de publication: 2015080104/140.

(150092400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Sethos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 93.031.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 24 octobre 2014:

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Madame Annette SCHROEDER, 40, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg en remplacement de Monsieur Marco NEUEN, 40, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2015083608/14.

(150095362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

**VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Verdos Industries S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 131.218.

—
In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of May.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

VSO I S.C.A. SICAR (previously named Verdos Special Opportunities I S.C.A., SICAR), a société en commandite par actions having its registered office at L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, R.C.S. Luxembourg B 136.557,

here represented by its General Partner VM S.à r.l. (previously named Verdos Management S.à r.l.) having its registered office at L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, R.C.S. Luxembourg B 133.463, itself represented by Ms Elise KLIEN WASSINK, employee, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

by virtue of a proxy given under private seal, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by Verdos Industries S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 6 August 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2227 of 6 October 2007, with registered office at L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, and registered with the Luxembourg Company Register under number B 133.463 (the "Company"). The Articles of association have been amended for the last time by a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, on 7 July 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1751 of 10 September 2009.

The appearing party, represented as above stated, in its capacity of sole shareholder of the Company, took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to change the name of the Company into "VI S.à r.l."

Second resolution

The sole shareholder resolved to amend Article 4 of the articles of association of the Company, in order to reflect the above resolution, which shall from now on read as follows:

" **Art. 4.** The Company exists under the name of VI S.à r.l."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de mai.

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

VSO I S.C.A., SICAR (anciennement dénommée Verdos Special Opportunities I S.C.A., SICAR), une société en commandite par actions ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B Luxembourg B 136.557,

ici représentée par son associé gérant commandité VM S.à r.l. (anciennement dénommée Verdos Management S.à r.l.) ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, elle-même représentée par Madame Elise KLEIN WASSINK, salariée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré qu'elle détient actuellement toutes les parts sociales émises par Verdosso Industries S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, par acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 6 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2227 du 6 octobre 2007, ayant son siège social au L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.218 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, le 7 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1751 du 10 septembre 2009.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'associé unique de la Société, a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en «VI S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé de modifier l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter la résolution prise ci-dessus et de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société existe sous la dénomination de VI S.à r.l."

Coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Le notaire instrumentant, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Klein Wassink, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14913. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015080034/87.

(150090410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Tradition Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 29.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077439/9.

(150088101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Urbis S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 90.666.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015077451/10.

(150087294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.
